

Collaborer avec les autorités nationales de gestion des catastrophes

Guide à l'attention des points focaux Sphère et du personnel du plaidoyer humanitaire



La présente fiche thématique de Sphère explique à quel point les standards humanitaires universels de qualité et de redevabilité sont pertinents pour les interventions nationales suite à des catastrophes. Ses messages et enseignements clés aideront les points focaux Sphère et le personnel de plaidoyer à présenter Sphère et d'autres standards du Partenariat pour les standards humanitaires (HSP) aux autorités nationales de gestion des catastrophes (ANGC).

Initier les autorités nationales de gestion des catastrophes aux standards humanitaires

Sphère reconnaît le caractère primordial du rôle et de la responsabilité de l'État d'accueil (...) et des organisations humanitaires dans le rôle qu'ils peuvent jouer pour aider l'État d'accueil à s'acquitter de cette responsabilité. (Édition 2018 du manuel Sphère, p. 19)

Les catastrophes constituent une occasion de mettre en pratique des politiques humanitaires existantes et d'encourager les changements institutionnels et législatifs, là où cela est nécessaire.

Alors que les gouvernements nationaux sont responsables du bien-être de leurs citoyens et citoyennes, les parties prenantes humanitaires – dont les organisations communautaires et les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales, ainsi que les organisations d'aide bilatérales et les Nations Unies – jouent un rôle vital au niveau du soutien des gouvernements dans les interventions suite à des catastrophes.

Le Cadre d'action de Hyogo (2005) soulignait la responsabilité des gouvernements dans la mise en œuvre d'interventions prévisibles et coordonnées suite à des catastrophes. Il insistait également cependant sur l'importance de disposer de structures institutionnelles de préparation aux catastrophes, d'intervention, de relèvement et de reconstruction, tant au niveau national que régional et local. Plusieurs pays ont adopté une législation relative à la gestion des risques de catastrophe, et le nombre de plateformes nationales enregistrées officiellement a augmenté au cours de la décennie qui a suivi.

Le cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (CSRRRC, 2015) a marqué une nette réorientation, passant de la gestion des catastrophes à une gestion intégrée et anticipée des **risques** de catastrophe. Le CSRRRC insistait en outre sur le rôle de renforcement de la gouvernance des risques de catastrophe des plateformes nationales

Le rôle des ANGC dans le cycle de gestion des catastrophes

Plusieurs facteurs participent à façonner le rôle de leader et de coordinateur de l'État dans les interventions, et notamment le fait qu'il y ait, ou non, un organe gouvernemental en charge de la coordination et de la mise en œuvre de la réponse humanitaire.

Ces organes sont souvent appelés des **autorités nationales de gestion des catastrophes** (ANGC).

Une ANGC est responsable de définir les politiques et principes directeurs d'une gestion des catastrophes et d'une intervention à la fois opportunes et efficaces.

Différentes structures d'ANGC existent de par le monde :

1. Il peut s'agir d'un point focal de gestion des catastrophes – qui sera une agence de coordination sans fonction de mise en œuvre ;
2. La gestion des catastrophes peut également être menée en parallèle d'autres ministères de tutelle au sein du gouvernement ; ou
3. Les organisations de mise en œuvre existantes peuvent être utilisées comme base pour la gestion des catastrophes.

La conception et la structure d'une ANGC dépendent à la fois du profil de risque du pays et de sa capacité à s'adapter. Il est également fréquent que les politiques nationales jouent un rôle prépondérant dans la gestion des catastrophes, raison pour laquelle des pays frontaliers ayant des profils de risque face aux aléas naturels similaires peuvent néanmoins adopter des approches différentes de la gestion des catastrophes, et pourquoi les approches de la gestion des risques peuvent être modifiées suite à un changement de gouvernement.

Les ANGC sont chargées de prendre des mesures relatives à la prévention des catastrophes, à leur atténuation, à la préparation de leur survenue et au renforcement des capacités. Elles doivent également fournir du matériel de secours. Une coordination et une collaboration étroites (à tous les niveaux) entre la communauté humanitaire et le gouvernement contribuent à veiller à ce que des mesures soient prises face aux risques et qu'un niveau supérieur de préparation soit assuré.

! *Une agence clé détenant à la fois l'autorité et les ressources nécessaires à la coordination de l'ensemble des organes impliqués dans la gestion des catastrophes, tel que les ministères, bailleurs internationaux, ONG et le secteur privé, doit être en place. Interworks (1998)*

Le soutien des standards humanitaires lors des interventions nationales suite à des catastrophes

Le manuel Sphère, qui promeut une approche de l'intervention suite à une catastrophe basée sur les droits, renferme une série de principes, de droits et de standards universels communs orientant l'action dans les domaines essentiels des interventions humanitaires.

Les standards soutiennent les processus politiques locaux en insistant sur la nécessité fondamentale d'apporter une aide redevable afin d'aider les personnes à survivre, se relever et reconstruire leur vie.

Les convictions et principes essentiels de Sphère permettent d'engager directement le dialogue avec les ANGC :

- **La Charte humanitaire** exprime la conviction partagée par les acteurs et actrices humanitaires « que toutes les personnes touchées par une catastrophe ont droit à une protection et une assistance ». Pierre angulaire de Sphère, elle garantit les conditions de base pour vivre avec dignité. Les principes décrits dans la Charte aident les gouvernements nationaux et parties prenantes humanitaires à réaffirmer la primauté de l'impératif humanitaire¹.
- **Les principes de protection** traduisent les principes juridiques en actions, qui viennent éclairer les interventions humanitaires. Les quatre principes soutiennent les droits énoncés dans la Charte humanitaire, en insistant que le fait que c'est « l'État, ou toute autre autorité compétente, qui est légalement responsable du bien-être des individus se trouvant sur son territoire ou sous sa juridiction, ainsi que de la sécurité des civils dans les conflits armés ».

¹ L'impératif humanitaire se définit comme le droit de recevoir et d'offrir une assistance humanitaire (Code de conduite - voir l'Annexe 2 du manuel Sphère). La Charte humanitaire se base sur cet impératif, et déclare qu'« il faut agir pour prévenir ou alléger la souffrance humaine résultant d'une situation de catastrophe ou de conflit armé ».

- **La Norme humanitaire fondamentale** présente neuf engagements décrivant les processus essentiels et les responsabilités organisationnelles visant à améliorer la qualité et l'efficacité de l'assistance. Par ces engagements, elle renforce la redevabilité envers les communautés et les personnes touchées par des crises, le personnel, les bailleurs de fonds, les gouvernements et autres parties prenantes.
- Dans ses **chapitres techniques**, le manuel Sphère couvre quatre secteurs clés des interventions : l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène (WASH) ; la sécurité alimentaire et la nutrition ; les abris et l'habitat ; et la santé. Ces chapitres visent tous à soulager l'impact négatif disproportionné des crises humanitaires sur les segments vulnérables de la société (les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap). Ils abordent également des mesures d'atténuation des dommages causés à l'agriculture, l'élevage, le commerce et autres moyens d'existence ayant un impact sur les marchés et ralentissant les progrès économiques. Ils suggèrent des modalités d'amélioration des conditions de vie dans les hébergements temporaires et de garantie du droit à la dignité, la protection et l'assistance dû aux personnes touchées par les crises.

Sphère fournit des principes directeurs essentiels aux acteurs et actrices humanitaires. Au cours de la dernière décennie, cependant, d'autres initiatives ont entraîné l'élaboration d'un ensemble de standards complémentaires, qui partagent tous une même philosophie et une même base éthique. Ceux-ci sont regroupés au sein du Partenariat pour les standards humanitaires (HSP),² dont l'objectif est d'améliorer la qualité et la redevabilité de l'action humanitaire dans tous les secteurs et de proposer une approche harmonisée en soutien à celles et ceux qui mettent les standards en œuvre.

Tous ces standards nécessitent la mobilisation active des communautés affectées afin de garantir leur participation significative dans l'intervention suite aux catastrophes.

Les standards humanitaires universels ne doivent pas être considérés comme une liste de règles contraignantes, mais bien plutôt comme des références pour influencer et éclairer les bonnes pratiques humanitaires et leurs réalisations. Tel qu'indiqué dans l'introduction du manuel Sphère : « Le degré auquel les agences peuvent satisfaire les standards dépendra de plusieurs facteurs, dont certains échappent à leur contrôle. »

Ces standards incluent les suivants :

- **Les Standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire** (SMPE), de l'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire
- **Les Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage** (LEGS)
- **Les Normes minimales pour le relèvement économique après une crise** (MERS), du Réseau SEEP
- **Les Normes minimales pour l'éducation en situations d'urgence** (INEE) du Réseau inter-agences pour l'éducation dans les situations d'urgence
- **Les Critères minimaux d'analyse de marché en situation d'urgence** (MiSMA) du Cash Learning Partnership (CaLP)
- **Les Normes d'inclusion humanitaire pour les personnes âgées et les personnes handicapées** du Programme de renforcement des capacités relatives à l'âge et au handicap (ADCAP)
- **Les Standards minimums pour la gestion des camps** du Groupe sectoriel mondial de coordination et de gestion des camps (CCCM)
- **Les standards Sphère**

Ces standards reposent sur les fondements juridiques et éthiques de l'humanitarisme et sont éclairés par les données probantes et l'expérience. Ils apportent des solutions pratiques et mettent en avant de bonnes pratiques, qui facilitent les engagements humanitaires à travers le monde. Ces standards constituent, tant pour les organisations gouvernementales qu'humanitaires, un point de référence international pour une intervention humanitaire basée sur les droits, prévisible, cohérente et redevable, en :

- **ciblant** les populations ayant le plus besoin de soutien (intervention **basée sur les besoins**) ;
- veillant à prendre en compte **la protection** et en valorisant **la dignité** des populations touchées ;
- favorisant les interventions « **basées sur les droits** » ;
- promouvant **la participation**, aux niveaux national et local ;
- encourageant **la localisation** – la mise en avant des capacités existantes localement ;
- renforçant une intervention de **qualité** ;
- encourageant **la redevabilité** (envers les populations affectées) ; et
- en contribuant à améliorer **la coordination** entre parties prenantes humanitaires.

2 <http://humanitarianstandardspartnership.org/StandardList>

L'adoption de standards universels au niveau national

Depuis le milieu des années 2000, plusieurs ANGC ont intégré, dans leurs politiques et lignes directrices en matière de gestion nationale des catastrophes, des standards. Ceci contribue à une amélioration du ciblage et de l'inclusion.

L'adoption ou l'adaptation de standards humanitaires universels a également tracé la voie vers la conformité envers les engagements internationaux, tels que le CSRRC.

En **Inde**, des membres de Sphère Inde, une coalition nationale d'agences humanitaires et d'agences gouvernementales, telles que l'Institut national de gestion des crises (qui œuvre sous la tutelle du ministère des Affaires nationales), a contribué à élaborer la loi sur la gestion des catastrophes de 2005. Sphère Inde a également apporté son soutien à l'élaboration participative menée par l'ANGC de standards minimums pour l'intervention suite aux catastrophes dans le contexte indien, qui inclut des orientations relatives à la mise en œuvre.

Au **Guatemala**, SE-CONRED, le secrétariat exécutif de l'agence nationale de coordination pour la réduction des risques, créé en 1996 et responsable de la coordination des efforts transversaux de secours suite à des catastrophes, a formellement adopté les standards Sphère et impose à toutes les demandes d'assistance de suivre les principes directeurs de Sphère. En 2009, le vice-président du Guatemala était signataire d'honneur d'un accord d'entente relatif à l'utilisation de Sphère et d'autres standards dans les interventions suite aux catastrophes. Cette étape s'est révélée essentielle pour la confirmation du rôle des standards Sphère dans les secours suite à des catastrophes dans le pays.

En **Indonésie**, Sphère et d'autres standards humanitaires ont été adoptés dans les standards nationaux de compétence professionnelle pour la gestion des catastrophes et les standards nationaux pour l'intervention suite à des catastrophes.

Au **Vietnam**, dans le cadre du programme du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence, l'INEE, des exercices formels de contextualisation ont servi à venir appuyer les interventions éducatives incluses dans le cadre de l'atténuation des effets et de la préparation aux catastrophes.

Les standards contextualisés ont servi à mener des actions de plaidoyer auprès du gouvernement afin de renforcer une loi nationale relative à la préparation et à l'intervention en situation de catastrophe, de former des directeurs d'école à la préparation des établissements scolaires et d'élaborer un outil d'auto-évaluation à destination des écoles.

En **Iraq**, un pays exposé à la fois aux aléas naturels et causés par les personnes, l'attitude constructive du gouvernement, ainsi que des parties prenantes (humanitaires) internationales, a permis l'élaboration d'une loi distincte sur les catastrophes, ainsi que la création d'une capacité d'intervention robuste et pilotée localement, à tous les niveaux, que les entités s'approprient totalement.

L'adaptation des standards universels au niveau infranational (provincial ou municipal)

Les ANGC disposent de structures infranationales qui couvrent les provinces, les gouvernorats ou les États – soit toutes les divisions infranationales de l'autorité nationale.

En fonction de la nature de l'État (centralisé ou décentralisé/fédéral), il pourrait s'avérer plus utile (en termes de planification inclusive et prévisible des interventions) d'entrer en contact avec les autorités infranationales de gestion des catastrophes, plutôt que les nationales. Voici deux exemples d'une telle approche :

En **Argentine**, la communauté des ONG menée par l'Agence de développement et de secours adventiste (ADRA) a encouragé les autorités locales à adopter Sphère dans l'ensemble du pays. En novembre 2019, un exemplaire de l'édition 2018 du manuel Sphère a été remis aux autorités provinciales et aux parties prenantes humanitaires de la République argentine, en présence du secrétaire de la protection civile du gouvernement provincial de Salta.

L'autorité provinciale de gestion des catastrophes (APGC) du **Pakistan** met en œuvre une approche combinée de sensibilisation, de fondement sur les besoins et de support technique élaboré pour contextualiser et adapter les **standards humanitaires sur l'inclusion** aux opérations d'interventions suite aux catastrophes. Ce résultat est le fruit d'un plaidoyer soutenu, centré et bien informé. Il est intéressant de noter que l'ANGC fait référence aux standards minimums de Sphère dans son plan national de gestion des catastrophes (PNGC) et qu'elle avait enjoint aux autorités provinciales de tenir compte des standards universels dans les opérations pré-catastrophe et de réponse.

"In the (P)DMAs we put a process in place which started from the assessment of systems and policies followed up by action planning. Then, technical advisory groups reviewed their tools for initial needs assessment and data collection for at least a year, to fully integrate the knowledge obtained from the humanitarian inclusion standards. A practical example includes the physical accessibility of the office of the PDMA-KP for people with all types of disabilities."

Anwar Sadat, former inclusion advisor,
HelpAge International, Pakistan.

Israël a mis en place un protocole national et une politique pour les interventions communautaires d'urgence. Des promoteurs et promotrices de Sphère soutiennent le processus depuis le début. Dans ces interventions, les évaluations des besoins et réponses qui y sont apportées sont correctement contextualisées et les groupes à risque sont considérés comme des ressources plutôt que de simples bénéficiaires. Cette réorientation pratique des « besoins » vers les « atouts » signifie que les communautés soutiennent activement leurs municipalités en apportant des solutions aux plus vulnérables.

L'adaptation des standards universels au niveau des ministères (techniques) de tutelle

Les différents ministères de tutelle (eau et assainissement, santé, éducation, etc.) évaluent, analysent et répondent cependant souvent aux catastrophes de manières différentes, avec différentes structures en relation avec les niveaux nationaux et municipaux.

Les standards humanitaires universels aident ces différents processus d'institutionnalisation à mieux s'aligner, en proposant des approches techniques qui reposent sur la même logique de dignité et d'humanité.

Ceci est visible dans l'exemple des Philippines, où le **ministère de la Santé** a inclus les standards Sphère dans son Outil de poche pour les urgences (ministère de la Santé, République des Philippines, 2012).

En Éthiopie, LEGS est mentionné dans les principes directeurs nationaux pour les interventions de secours relatives à l'élevage dans les zones pastorales de l'Éthiopie (ministère de l'Agriculture et du Développement rural, 2008) et ces normes ont été mises en pratique.

Sphère figure dans les lignes directrices pour la gestion nationale des hébergements au Japon, pays en développement continuellement exposé à des aléas géophysiques, en tant qu'outil de référence pour l'amélioration de la qualité des hébergements et abris lors de catastrophes.

Adaptation des standards universels à la gestion des camps et la planification des sites lors de crises de déplacement

Dans certains contextes, les autorités locales et les ANGC sont responsables de l'élaboration, de la coordination et de la gestion des politiques administratives relatives aux camps.

Des lacunes peuvent subsister dans l'intervention, même lorsque les standards universels de gestion des camps ont été adaptés à des niveaux nationaux ou infranationaux. La contextualisation des indicateurs doit impérativement se faire en commun accord avec les personnes déplacées, les communautés hôtes et les organisations qui travaillent sur le site. La planification d'un déplacement en amont d'une urgence doit inclure l'option de ne pas monter de camp – qui pourrait être la meilleure chose pour la population, dans certains cas.

En **Grèce**, des représentants du gouvernement local dans les camps de transit à forte densité rappelaient verbalement aux personnels des organisations humanitaires que les indicateurs de certains standards universels sur la planification de l'espace avaient été atteints.

À **Cox's Bazar**, des membres du gouvernement local prenant part à des ateliers sur les audits du respect de la sécurité enjoignaient à leur personnel de résoudre immédiatement des cas individuels (généralement à petite échelle) de problèmes de planification du site (un manque de rampes sur des ponts ou dans des escaliers, par exemple, ou l'absence d'entrée distincte pour les femmes dans les centres de distribution) dont ils et elles avaient pris conscience lors de leurs audits de conformité.

Les principales difficultés de la collaboration avec les ANGC

Le niveau d'accord et d'adoption des standards humanitaires universels à l'échelle du pays varie, tout comme le processus permettant d'y parvenir.

s gouvernements peuvent ne pas considérer les standards humanitaires universels comme étant prioritaires, ou peuvent avoir élaboré leurs propres standards et indicateurs. D'autres obstacles éventuels à l'adoption et l'intégration de standards humanitaires universels sont énumérés ci-après.

Difficultés structurelles

- **Il n'existe pas de cadre global** permettant aux parties prenantes gouvernementales et aux ONG de collaborer. Dans certains pays, un système parallèle d'interventions financé par des fonds internationaux a été mis en place (notamment en République démocratique du Congo).
- **Les capacités opérationnelles ne permettent pas de communiquer** de manière cohérente avec les parties prenantes nationales et internationales. Il est difficile, dans certains pays, d'entrer en contact avec les autorités de gestion des catastrophes, car elles ne disposent pas des capacités ni des ressources nécessaires à la coordination avec les acteurs et actrices humanitaires.
- **Le taux élevé de remplacement du personnel des ANGC** entraîne des perturbations dans les discussions entre les autorités et les parties prenantes non gouvernementales, et une faible mobilisation.

Les difficultés non structurelles

- **Les standards ne sont pas considérés utiles** : Ils peuvent ne pas correspondre à des objectifs nationaux ou à la situation du pays, et être considérés comme trop élevés (pour les économies sous-développées) ou trop faibles (pour les pays développés).

Idées fausses répandues sur les standards humanitaires universels

Ils sont la propriété d'ONG internationales et de l'ONU

Ils ne concernent que les pays en développement les plus pauvres

Ils créent un déséquilibre entre les bénéficiaires d'aide et les non bénéficiaires

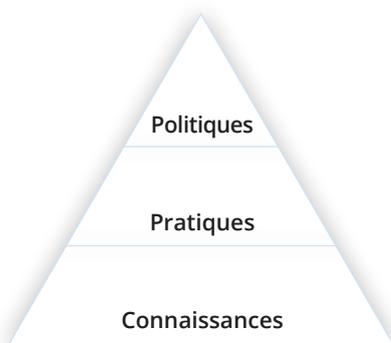
Ils sapent les projets de développement en cours

Les gouvernements peuvent souhaiter élaborer leurs propres standards et indicateurs, en fonction de leur profil d'exposition aux aléas, et ainsi considérer que les standards universels sont inutiles ou non pertinents.

- **Il n'y a pas de consensus politique** pour soutenir et conserver les politiques et pratiques de gestion des catastrophes à l'échelle nationale. Un tel consensus est particulièrement difficile à atteindre dans les pays où des réorientations politiques suite à des élections influencent également l'approche nationale de la gestion des catastrophes.
- **Il y a un manque de connaissance** des standards universels. Au Kenya, par exemple, ni la Politique nationale de gestion des catastrophes (2009) ni le Cadre de programme commun visant à mettre un terme aux urgences des sécheresses (2015) ne mentionnent Sphère.

La hiérarchie des niveaux d'adoption des standards par les autorités locales et nationales³ :

- **Les connaissances** : le personnel a connaissance des standards et leur diffusion est limitée.
- **Les pratiques** : le personnel a connaissance des standards et s'en sert de sa propre initiative. La diffusion est plus élargie, mais les standards ne sont pas adoptés partout et par tout le monde.
- **Les politiques** : les standards sont adoptés dans les politiques de gestion des catastrophes locales et nationales, et inclus dans les cadres législatifs. À ce niveau, leur utilisation ne dépend plus des connaissances individuelles.



Enseignements clés : qu'est-ce qui a fonctionné et permis de dépasser ces obstacles ?

- **L'adoption d'une approche structurée** : L'exemple du Zimbabwe suggère que pour qu'une ONG entame le dialogue avec un gouvernement, elle doit tout d'abord analyser les parties prenantes et avoir une compréhension globale du niveau d'influence du gouvernement sur la gestion des catastrophes. Les évaluations, la planification et les visites conjointes contribuent à une compréhension mutuelle et une bonne collaboration.
- **La mise en place de points focaux** : Les points focaux de Sphère défendent très bien les standards et ont souvent contribué à intégrer leurs points de vue basés sur les droits dans les politiques de gestion des catastrophes, ainsi qu'à veiller à la qualité et la redevabilité dans les interventions (en Équateur, par exemple).
- **Le choix du point d'entrée le plus judicieux** : Le moment retenu pour les exercices de simulation et les examens pré- et post-catastrophe est essentiel à l'engagement des ANGC. L'expérience indique que les ANGC qui réalisent des examens sont plus susceptibles d'adopter Sphère dans leurs politiques et procédures de gestion des catastrophes (tels que le Pakistan, l'Indonésie et le Japon).
- **La création d'un espace de dialogue** : Plusieurs des précédents points peuvent contribuer à créer un langage commun autour d'objectifs partagés lors d'interventions humanitaires suite à des catastrophes. Les standards aident à formuler ces objectifs de manière à la fois proactive et neutre (comme au Guatemala, au Japon, au Bangladesh, au Pakistan et en Inde). La mise en place d'un dialogue nécessite une présence constante, une collaboration constructive et une communication efficace avec les responsables et, lorsque cela est possible, avec le grand public sur l'impact des standards universels (comme dans l'exemple du Japon).

3 Adapté de Giles et al., 2019.

« *Soyez là, soyez présents, (dans une) relation personnelle et professionnelle avec le gouvernement. Soyez prêts, avec vos expériences, votre savoir-faire, votre réseau et vos ressources. Veillez à garantir la communication, la collaboration et les partenariats sur le terrain.* »

H. Iskander Leman, cofondateur de MPBI, Indonésie, lors du webinaire de Sphère Collaborer avec les ANGC – Difficultés et bonnes pratiques, 14 juillet 2021.

- **La contextualisation des standards humanitaires**

« Le processus de contextualisation consiste à tenir compte de la situation locale pour interpréter les standards en vigueur et adapter les indicateurs afin de permettre une application pertinente. La contextualisation rend l'assistance humanitaire plus efficace, et aide les praticiens et praticiennes à maximiser les possibilités et à minimiser les erreurs.⁴ »

Modifier les documents universels afin de répondre à des situations locales et des besoins chroniques est essentiel pour permettre l'adoption de standards dans les politiques nationales de gestion des catastrophes. Tel que le souligne LEGS dans son Document de réflexion sur l'institutionnalisation⁵, la contextualisation des supports de formation, le soutien à la planification des actions locales et la décentralisation des formations et des formateurs et formatrices sont autant de facteurs favorisant l'appropriation et la durabilité.

En Indonésie, les standards Sphère ont été traduits en bahasa Indonesia, mais un processus inclusif et officiel d'institutionnalisation serait bénéfique afin que le gouvernement se les approprie totalement.

- **L'institutionnalisation des standards par le biais de la formation et du renforcement des capacités** : L'organisation de formations systématiques sur les standards Sphère et d'autres standards humanitaires pour des fonctionnaires du gouvernement (en Argentine, aux Philippines et au Guatemala, notamment) leur permet de se familiariser avec les principes et pratiques d'une intervention suite à une catastrophe à la fois basée sur les droits et répondant aux besoins, dans tous les secteurs et toutes les phases de la gestion d'une catastrophe.

Le réseau Sphère du Guatemala a élaboré des outils de suivi des activités de formation et de renforcement des capacités, car les formations doivent faire l'objet d'un suivi afin que les résultats soient adoptés localement et que les transferts de connaissances soient réellement durables. La communauté humanitaire peut également être encouragée à assurer la formation continue de son personnel, pour améliorer sa compréhension des standards universels.

- **La traduction** : Les ANGC répondent mieux aux contacts dans leur propre langue. La traduction des standards Sphère dans les langues locales (comme au Japon ou en Indonésie) est toujours utile.
- **Dialoguer avec les universitaires** permet d'accroître les occasions d'augmenter les connaissances et d'utiliser les standards universels (comme au Bangladesh et au Pakistan). L'inclusion des standards universels dans l'éducation de troisième cycle, à la fois dans les programmes et des ateliers pratiques, a un réel potentiel de renforcement de la reconnaissance et de la connaissance des standards parmi la prochaine génération de responsables des décisions et de fonctionnaires du gouvernement.

Avec ces différentes sortes d'approches, les points focaux et promoteurs et promotrices de Sphère et du HSP peuvent :

- **soutenir le renforcement de la gestion des catastrophes**. La structure institutionnelle doit être telle qu'elle soutient la décentralisation et établit des liens avec les parties prenantes non gouvernementales et les bailleurs de fonds internationaux.
- **soutenir la mise en place de capacités dédiées à la coordination**. Des ressources financières et humaines adéquates et une gestion adaptée de la coordination apportent de la cohérence et de la prévisibilité aux opérations humanitaires. La coordination peut également se faire par l'intermédiaire de structures internationales de soutien, telles que les groupes sectoriels du Comité permanent interorganisations (CPI) ou d'autres structures régionales.
- **suggérer que soient menés des audits des capacités**. Du fait de la présence de nombreux ministères de tutelle en lien avec la gestion des catastrophes, un audit des capacités organisationnelles contribue à identifier les forces et faiblesses inhérentes à la perception des risques et les stratégies pour y faire face. Un calendrier détaillé du renforcement des capacités, doublé d'un plan d'action, garantit que les enseignements soient mis en application dans les domaines où sont introduits des changements (comme au Pakistan).

4 Sphère, Adapter les standards universels aux contextes locaux, 16 septembre 2016. Disponible sur : <https://www.spherestandards.org/fr/adapter-les-standards-universels-aux-contextes-locaux/>

5 Featherstone: Putting the right foot forward.

Principaux messages de plaidoyer

En tant qu'acteurs et actrices de la société civile (un point focal de Sphère, par exemple), vous devrez disposer d'une compréhension exhaustive des processus et parties prenantes impliqués dans la gestion des catastrophes (et notamment les agences onusiennes, qui sont potentiellement des partenaires utiles de plaidoyer).

Le renforcement des partenariats avec des ONG locales est également important. Certains pays ont vu l'émergence de groupes Sphère, par exemple, qui incluent des représentants et représentantes des ANG. ⁶ Il peut alors être intéressant de trouver des exemples de processus réussis dans les pays voisins ou de pays avec lesquels votre pays entretient des liens forts. ⁷

Un plaidoyer soutenu, collectif et basé sur des données probantes est important pour la promotion de standards humanitaires universels, un dialogue fructueux avec des ANG et l'assurance de la cohérence et de la redevabilité au sein de la gestion des catastrophes.

Il y a deux principaux messages à adresser aux ANG :

1. Les standards humanitaires universels apportent aux ANG une approche intégrée et des étapes détaillées qui garantissent une intervention humanitaire de qualité et basée sur les droits, conforme aux valeurs et aux résultats reconnus au niveau mondial. Ils apportent un langage commun aux parties prenantes nationales de tous niveaux, et aux acteurs internationaux et actrices internationales qui soutiennent la gestion nationale des catastrophes.
2. Tout le monde a le même droit de vivre dans la dignité. Ces circonstances qui empêchent les gens de jouir de ce droit varient selon les groupes de population. Les standards universels permettent de mettre en œuvre une gestion des catastrophes basée sur les besoins.

6 Voir <https://spherestandards.org/fr/points-focaux/> (Les exemples sont ceux du Bangladesh, de la Bolivie, du Honduras et de l'Inde.)

7 Les standards Sphère dans l'intervention humanitaire à l'échelle nationale : La collaboration avec les autorités nationales de gestion des catastrophes – Document de discussion (2016)

Voici quelques idées pour contribuer à atteindre ces objectifs :

La synergie : Créez et améliorez les synergies entre agences pour parvenir à une action cohérente et coordonnée. Cela facilitera l'adoption de standards universels aux niveaux national et local.

! **Le message** : *Les standards universels vous aideront à élaborer une approche intégrée au niveau national. Ils contribuent à une bonne communication et collaboration avec les parties prenantes non étatiques qui vous soutiennent dans cette démarche.*

L'intégration : L'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe doivent être intégrées aux niveaux nationaux et locaux, en coordination avec les parties prenantes non gouvernementales. Sphère et d'autres standards ont répondu à cela en produisant des principes directeurs intégrés.

! **Le message** : *Les risques de catastrophes pourraient être fortement réduits en veillant à une approche intégrée de la réduction de l'exposition et de la vulnérabilité des personnes et des biens aux risques ; ainsi qu'en limitant les impacts potentiellement négatifs du changement climatique.*

➤ <https://spherestandards.org/wp-content/uploads/Sphere-ThematicSheet-DRR-EN.pdf> et d'une réduction de l'impact des interventions humanitaires sur l'environnement (voir <https://spherestandards.org/wp-content/uploads/environment-thematic-sheet-FR.pdf>).

Les leviers : Les réformes politiques qui visent des interventions suite à des catastrophes prévisibles, un relèvement participatif et une planification de la réduction des risques dépendent partiellement de la volonté politique et de la portée administrative.

! **Le message** : *Une bonne gouvernance des catastrophes est le résultat de l'engagement collectif d'acteurs et actrices politiques et de bureaucrates envers des actions cohérentes qui contribuent à atteindre une série d'objectifs, pour le bien commun. Les standards humanitaires fournissent un langage commun pour cet engagement collectif.*

L'adaptation : Les standards universels de qualité et de redevabilité peuvent compléter et renforcer des plans de gestion des catastrophes existants, grâce à un meilleur ciblage basé sur les besoins.

! **Le message** : *Il n'est pas nécessaire de totalement modifier votre approche : les standards humanitaires universels sont justement là pour la soutenir et la renforcer.*

La couverture élargie : Des standards universels de qualité et de redevabilité peuvent concerner des aléas naturels, ainsi que des crises complexes qui se prolongent (en soutenant la préparation, l'atténuation, l'intervention et le relèvement).

! **Le message :** *Les standards humanitaires universels faciliteront vos interventions, à toutes les phases de la gestion des catastrophes.*

La réorientation : Les secours suite à une catastrophe restaurent les actifs, tandis que la réduction des catastrophes à plus long terme et l'adaptation au changement climatique contribuent à limiter l'impact humain et économique des catastrophes.

! **Les messages :** *Il est nécessaire de réorienter son attention et ses efforts, en passant du soutien au secours suite à une catastrophe à la résolution des causes sous-jacentes des catastrophes. En identifiant les besoins humanitaires les plus élémentaires et pressants dans quatre domaines vitaux, les standards Sphère peuvent aider à résoudre les causes sous-jacentes dès les tout débuts.*

Le renforcement continu des capacités : La formation continue à la signification des standards universels, puis le mentorat au niveau de la traduction des principes en pratiques aideront à s'attaquer aux fuites des connaissances causées par la forte rotation du personnel.

! **Le message :** *Il y a lieu d'investir dans le renforcement des capacités relatives aux standards universels en tant qu'activité continue.*

La création d'un lien entre la formation et la pratique : Souligner le travail au niveau communautaire et sa conformité avec des standards universels pour soutenir un plaidoyer fondé sur des données probantes. Le soutien des bailleurs envers l'intégration des standards humanitaires universels dans la conception et l'approbation des programmes est déjà acquis ; veillez à en profiter pleinement.

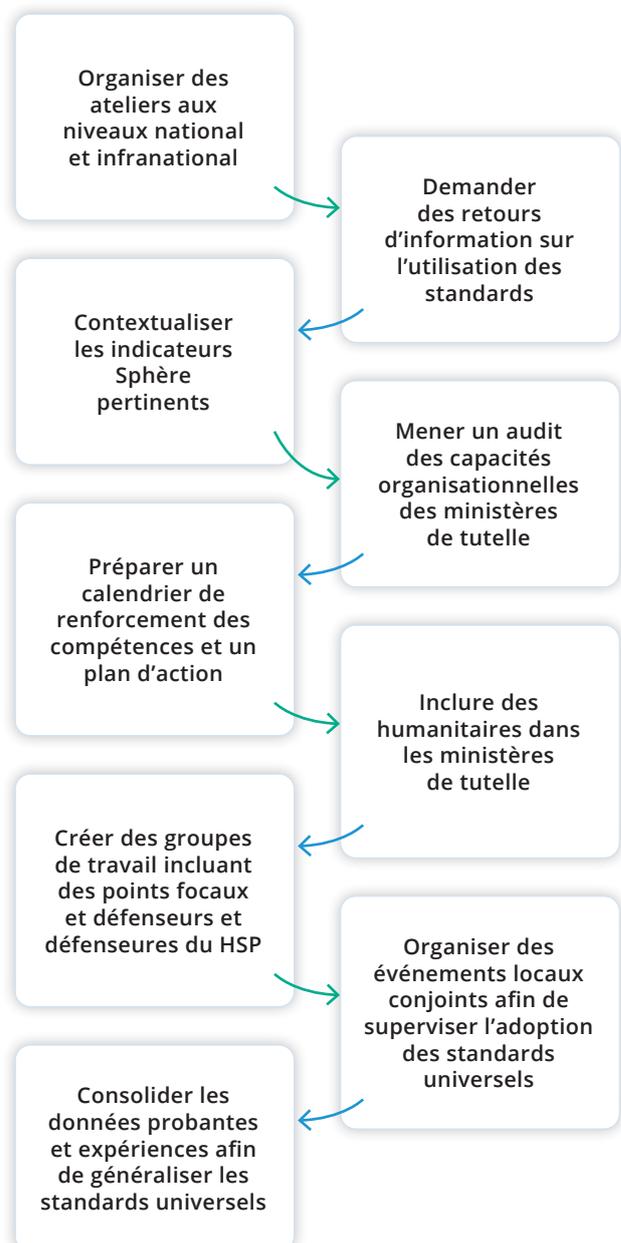
! **Le message :** *Les politiques des ANGC devraient être en lien avec des pratiques de terrain qui reposent sur des données probantes.*

Les standards humanitaires universels en tant qu'outil de soutien décisionnel : Ils sont utiles à chacune des phases du cycle de gestion des catastrophes, et idéaux pour renforcer l'efficacité, la qualité et la redevabilité de l'intervention humanitaire.

! **Les messages :** *Sphère et d'autres standards humanitaires universels définissent les domaines éthiques et pratiques essentiels de l'intervention, sur lesquels les ANGC devraient se concentrer.*

Trousse à réaliser soi-même pour faciliter la contextualisation des standards humanitaires universels

Cette trousse suggère une manière concrète de dialoguer avec les autorités, grâce à un exercice d'institutionnalisation des standards humanitaires. Il s'agit d'un processus hautement participatif, qui devrait soutenir l'acceptation des standards universels au niveau local et une intervention humanitaire solide basée sur les droits.



Références

Akerkar, S. et Bharadwaj, R. Good Practice Guide – Embedding Inclusion of Older People and People with Disabilities in Humanitarian Policy and Practice. ALNAP, 2018.

Featherstone, A. « Mettre toutes les chances de son côté : localisation, contextualisation et institutionnalisation. » Document de réflexion dans le cadre des Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS). Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage, 2020

Partenariat pour les standards humanitaires. L'ensemble des manuels du HSP sont disponibles à l'adresse : <https://spherestandards.org/fr/standards-humanitaires/le-partenariat-pour-les-standards-humanitaires/>.

Ishiwatari, M. « Disaster Risk Management at the National Level. » ADBI Working Paper 448, Tokyo: Asian Development Bank Institute, 2013.

« Adapter les standards universels aux contextes locaux. » Sphère, 16 septembre 2016. Disponible sur : <https://www.spherestandards.org/fr/adapter-les-standards-universels-aux-contextes-locaux/>

Les standards Sphère dans l'intervention humanitaire à l'échelle nationale : La collaboration avec les autorités nationales de gestion des catastrophes. Document de discussion. Sphère, 2016. <https://spherestandards.org/fr/dialoguer-avec-les-autorites-nationales-de-gestion-des-catastrophes-pour-qua%2%80%c2%99elles-adoptent-les-standards-humanitaires/>

Working with NDMA's: Challenges and Best Practices. Webinaire de Sphère, 14 juillet 2021. https://www.youtube.com/watch?v=Fbh_fnFDpAE&list=PLfb1Ng_QXCWhhknkwxYuAPoeuLc36kicdPA

What makes international standards interesting for NDMA's? Opportunities and challenges of engaging with NDMA's. Sphère, 2019. <https://spherestandards.org/resources/?category=ndmas&lang=all&years=all&postTag=all&pages=1>

Le manuel Sphère Association Sphère, 2018.

Cette fiche thématique a été rédigée par Prasad Sevekari. Sphère souhaite également remercier sa communauté pour ses précieux commentaires et sa collaboration aux études de cas.

Sphere Thematic Sheets Series

Geneva, Switzerland
handbook@spherestandards.org

www.spherestandards.org

